

Et je dis, monsieur le Président, que n'eût été cette décision tragique de la part du parti libéral de mettre la clef dans la porte de l'industrie pétrochimique à Montréal, on ne serait pas «dans le trou» aujourd'hui. C'est grâce à vous!

* * *

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. On vient de publier les conclusions de deux études, l'une du gouvernement ontarien, l'autre du Centre for Policy Alternatives, qui toutes les deux mettent en garde contre le transfert aux États-Unis de centaines de milliers d'emplois de succursales canadiennes. J'aimerais savoir si le premier ministre accepte la déclaration suivante:

Le libre-échange avec les États-Unis, c'est comme dormir à côté d'un éléphant: il va se retourner sur lui-même à la première récession économique, les Américains vont augmenter la production dans les usines géantes de Géorgie, de Caroline du Nord et de l'Ohio et fermer les succursales canadiennes.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): D'accord, c'est une déclaration très imagée, mais je dois dire à mon collègue que je pense avoir pris connaissance de l'étude dont il parle, quoique je n'en sois pas certain. Le *Toronto Star* d'aujourd'hui fait allusion à une étude qu'on décrit comme étant l'œuvre d'un directeur de la recherche d'un des principaux syndicats ouvriers canadiens. Il suffit de penser à Jim Laxer pour avoir une idée d'où ces études proviennent.

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE D'ACCEPTER LES CONCLUSIONS DES ÉTUDES DÉFAVORABLES AU LIBRE-ÉCHANGE

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Bien sûr, monsieur le Président, c'est le premier ministre lui-même qui a fait cette déclaration avant les élections.

M. Mulroney: C'est pourquoi j'ai dit qu'elle était imagée.

M. Langdon: Il a poursuivi en disant que l'éléphant peut vous écraser en se retournant. Le premier ministre admet-il qu'il avait raison alors, et accepte-t-il les conclusions de ces deux études récentes du gouvernement ontarien et du Centre for Policy Alternatives, soit que le libre-échange serait une catastrophe économique pour le Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, pourquoi la psychose socialiste des néo-démocrates leur cause-t-elle tant d'anxiété? Il va falloir les placer dans une garderie.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Pourquoi avez-vous si peur? Vous ne vous sentez pas bien? Ils craignent la concurrence. Ils préfèrent l'isolement et le protectionnisme. Notre pays, le Canada, peut

Questions orales

être fort et vibrant, il peut concurrencer les autres nations du monde et créer de nouvelles richesses et de nouveaux emplois. Voilà ce que nous allons faire.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LES CORPORATIONS

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT EST DISPOSÉ À PERMETTRE À GAZ MÉTROPOLITAIN DE SE PORTER ACQUÉREUR DE LA RAFFINERIE GULF DANS L'EST DE MONTRÉAL

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Je dois vous dire que les travailleurs qui sont ici présentement et qui voient qu'ils sont en train de perdre leurs emplois doivent trouver vraiment triste votre attitude et celle des députés conservateurs de s'amuser, alors qu'eux risquent de perdre leurs emplois.

Monsieur le premier ministre, l'Assemblée nationale du Québec va adopter une résolution à l'unanimité vous demandant d'intervenir pour geler la vente du contrat entre Ultramar et Gulf. Est-ce que le premier ministre est prêt à agir dans ce sens, à l'intérieur d'Investissement Canada, à refuser la transaction entre Gulf et Ultramar pour permettre à Gaz Métropolitain de faire l'achat de la raffinerie Gulf dans l'est de Montréal?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): A ce que je sache, l'Assemblée nationale du Québec n'a pas encore siégé. Est-ce que vous êtes en train de me dire que vous êtes en connaissance tranquille, non seulement de la vérité, mais du discours du Trône?

Parce qu'on n'a jamais... au contraire, monsieur le Président, et j'espère que les travailleurs nous regardent... Parce que les travailleurs du Québec savent que de 1979-1980 à 1984, seulement 673 «jobs» ont été créés. Et ils savent également que toute tentative de collaboration entre Québec et Ottawa a été repoussée par le gouvernement libéral, alors que nous avons instauré une nouvelle ère de collaboration avec le gouvernement dûment élu du Québec et nous allons le faire dans ce dossier-là également.

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT EST DISPOSÉ À EMPÊCHER LA VENTE DE LA GULF À ULTRAMAR

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, je vais maîtriser mon tempérament, mais j'aimerais bien que vous demandiez au premier ministre d'être franc, s'il en est capable, une fois dans sa vie.

Monsieur le premier ministre, ce n'est pas des farces, vous n'êtes pas au caucus conservateur. Les gens de la Gulf veulent savoir, et c'est urgent: Êtes-vous capable d'annoncer aujourd'hui que vous allez intervenir pour arrêter la vente de la Gulf à Ultramar afin de permettre à Gaz Métropolitain d'acheter l'industrie et de sauver 450 emplois? Êtes-vous capable d'être humain? Il s'agit de 450 individus.